



Montreuil, le 17 décembre 2014

### **M.I.N. DE Rungis : la braderie continue ?**

Dans sa course effrénée de « réduction de déficits », le gouvernement envisage de céder les actions qu'il détient au **M**arché d'**I**ntérêt **N**ational de Rungis au privé.

Privatisation, profit à court terme et concurrence semblent être le leitmotiv de ce gouvernement.

Le M.I.N. est le plus grand marché de gros alimentaire du monde. Ces dernières années, l'Etat a beaucoup investi afin de supprimer tout risque de rupture de la chaîne du froid, d'améliorer la traçabilité des produits, etc.

Grâce à l'argent du contribuable, un cadeau de plus aux entreprises privées ?

La sécurité est le socle nécessaire à l'exercice de toutes les libertés. C'est le premier droit du citoyen, c'est la première mission de l'Etat.

Les agents des services vétérinaires et de la DGCCRF, sont présents au M.I.N.. Ils concourent à l'assurance de la qualité des produits, à la sécurité sanitaire qui relèvent des missions de service public.

Dans les années 1990, la viande bovine du M.I.N. avait été épargnée par la crise sanitaire (vache folle) grâce aux impératifs de traçabilité et de surveillance dans un souci de préservation de la santé publique.

Les récents exemples (lasagnes à la viande de cheval, poulet aux hormones, grippe aviaire) ne doivent pas nous faire oublier que ces missions d'intérêt général sont incompatibles avec les logiques privées, qui visent à faire toujours plus de bénéfices sans se soucier de la santé des consommateurs.

#### **INDECOSA-CGT :**

- **Alerte les pouvoirs publics et les consommateurs sur les risques sanitaires qui pourraient découler d'un tel projet**
- **Se prononce pour le maintien du M.I.N. de Rungis dans un cadre public,**
- **Demande le renforcement des effectifs des services de l'Etat (vétérinaires et DGCCRF).**

Contact :

Alicia Girardin au 06 71 32 73 61